



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 391 du 6 juillet 2025

Au sommaire :

- **Bayrou en sursis, la crise sociale et politique mûrit...** - Galia Trépère
- **Canicule, réchauffement climatique et surchauffe des profits, la société dans la fournaise du capitalisme** - Yvan Lemaitre

Bayrou en sursis, la crise sociale et politique mûrit...

Mardi dernier, la motion de censure déposée par le PS et votée par tous les députés de gauche et quelques-uns du groupe LIOT, 189 voix au total, a été rejetée. Après le vote, Bayrou s'est vanté d'avoir échappé à sa « huitième » motion de censure... grâce à l'abstention du Rassemblement National, aurait-il dû ajouter. Il obtient ainsi un sursis de trois mois jusqu'à l'examen du budget à l'automne.

« Le 16 janvier dernier, disait le PS en introduction de sa motion de censure, dans un courrier adressé aux parlementaires socialistes et apparentés, et suite à la demande de ces derniers, le Premier ministre s'était engagé à lancer une concertation sur les retraites « sans totem ni tabou, pas même l'âge légal d'ouverture des droits », avec comme condition « unique mais fondamentale... celle de l'équilibre financier ». Il avait conclu, qu'il y ait accord ou non à l'issue de la concertation, que le « Parlement aura, en tout état de cause, le dernier mot » ».

Et le PS de crier à la « trahison », reprochant au gouvernement de ne pas faire examiner par l'Assemblée un nouveau texte sur la réforme des retraites. Quelle farce !

En janvier dernier, il avait conclu un accord de « non-censure » avec le gouvernement contre l'ouverture du « conclave » entre partenaires sociaux, patronat et syndicats, soi-disant pour aménager la réforme des retraites de 2023. Les dirigeants du PS, rompant avec LFI et les écologistes, avaient ainsi assuré le maintien de Bayrou à son poste et que soit voté un budget qui actait une réduction des dépenses de l'État de 35 milliards d'euros.

La baudruche de l'opération « conclave » s'étant comme attendu dégonflée, le PS tente de se refaire une figure d'opposant au gouvernement, alors qu'approchent les échéances électorales des municipales et présidentielle, sans parler de possibles législatives anticipées. Hollande a remporté le pompon de la finasserie parlementaire, affirmant qu'il voterait cette motion de censure parce que le RN ne la votait pas, sans risquer autrement dit de faire chuter le gouvernement.

Le RN quant à lui tenait à soutenir Bayrou comme la corde soutient le pendu. Il ne souhaitait nullement accélérer la crise politique et faire tomber le gouvernement, tenant à se montrer responsable à l'égard du patronat et éviter de se mélanger avec la gauche sur la question de la réforme des retraites, question sur laquelle ses convictions sont fragiles ! Il préfère laisser mûrir la crise politique et attendre son heure à l'automne. Qui plus est, Le Pen et les autres dirigeants du RN ne veulent pas prendre le risque de nouvelles élections alors que plusieurs affaires ont montré que ses porte-parole locaux sont loin d'être présentables, certains affichant ouvertement leur haine raciste et leur nostalgie de l'OAS et de l'Algérie française.

La réforme des retraites entérinée, le RN laisse ainsi Bayrou s'effondrer, le gouvernement exploser et se ridiculiser sous la pression des rivalités et de la concurrence avec lui, tout en étant « responsable » laissant à ce pouvoir en sursis les mains libres pour mener une offensive démultipliée contre les travailleurs et l'ensemble des couches populaires.

Vagues de licenciements, mesures anti-ouvrières, récession, dette

Bayrou suspendu à la non-censure du RN, la crise politique rebondira d'autant plus violemment à la rentrée que le gouvernement est chargé par ses commanditaires capitalistes de la mission « d'assainir les finances publiques » alors que l'économie française est sinon en récession, du moins en stagnation et que la dette de l'État bat des records.

De nouveaux plans de licenciements sont annoncés chaque semaine, les groupes capitalistes se débarrassant d'usines qui ne sont plus assez rentables, comme Sanofi à Maisons-Alfort. La croissance ne dépasse pas les 1 %...

Entre le 15 et le 17 juillet, Bayrou s'est engagé à annoncer un plan de réduction des dépenses publiques d'au moins 40 milliards d'euros. Divers scénarios sont à l'étude, dont celui, outre de nouvelles coupes budgétaires, d'une « année blanche », à savoir soumettre toutes les prestations

sociales, les salaires des fonctionnaires, les retraites ainsi que les barèmes de l'impôt sur le revenu, à la désindexation par rapport à l'inflation... Sous les apparences trompeuses d'une mesure égalitaire, ne seraient frappés que les revenus des travailleurs.

Et il y a bien d'autres scénarios pour abaisser les prestations sociales, comme celles déjà mises en œuvre par les réformes de l'assurance-chômage. Le 29 juin, la ministre en charge du Travail et de l'Emploi, Astrid Panosyan-Bouvet annonçait à la suite de Macron le 13 mai à la télé que le gouvernement préparait « *une grande conférence sociale rassemblant responsables politiques, économistes et partenaires sociaux, pour tracer collectivement l'avenir de notre modèle* ».

Il n'y aura aucun tabou, ni l'instauration d'une part de capitalisation pour la retraite, ni l'introduction de nouveaux moyens autres que les cotisations pour financer la protection sociale, ni une discussion sur ce qui doit ressortir de la « *solidarité sociale* » et de la « *responsabilité individuelle* ».

Et tous les candidats pressentis à la présidentielle rivalisent d'idées anti-ouvrières pour baisser les dépenses utiles à la population. Dans la presse à quelques exceptions près, rien n'est dit des dépenses faramineuses qui creusent la dette depuis des années, subventions sous toutes les formes au patronat dont celles nouvelles mais non encore chiffrées du plan « Osez l'IA », budget militaire dont l'État s'est engagé au dernier sommet de l'Otan à ce qu'il atteigne 5 % du PIB d'ici 10 ans et enfin les intérêts de la dette elle-même.

Préparons notre réponse, l'intérêt collectif contre le parasitisme d'une minorité richissime

La crise politique rebondira en octobre, se conjuguant avec les conséquences de l'offensive gouvernementale contre la protection sociale et les budgets des services publics. Elle est la conséquence du discrédit des politiciens de droite et de gauche englués dans le double langage,

l'hypocrisie et les mensonges sans oublier les affaires... Le CAC 40 a besoin d'un pouvoir fort, autoritaire pour imposer sa politique réactionnaire, antisociale, le réarmement et le militarisme comme son impuissance à faire face à la crise écologique. Et toutes celles et ceux qui aspirent à le servir sont en concurrence sur le terrain de la droite extrême et de l'extrême droite à l'exemple de Retailleau qui pose au Trump à la Française, façon le Puy du Fou !

Le ridicule n'empêche ni la menace ni le danger que nourrit la faillite de la minorité capitaliste qui conduit la société à la catastrophe et est prête à tout pour sauver ses privilèges, son pouvoir, sa domination.

La crise mûrit, le moment approche où il nous faudra engager la bataille pour les mettre en échec.

Il y a déjà eu des réactions aux attaques menées dernièrement, la grève des chaînes publiques contre le projet de holding France Media de l'arriviste Rachida Dati, la grève des aiguilleurs du ciel contre l'installation de pointeuses, une véritable provocation, des rassemblements contre l'ouverture à la concurrence des TER au profit de Transdev en région PACA. Ce sont les premières escarmouches d'une bataille que nous ne pourrons éviter et qu'il nous faut préparer.

Patronat et politiciens prennent leur temps, la faiblesse du gouvernement les freine mais c'est bien une offensive d'ensemble contre le monde du travail qu'ils préparent même s'ils n'ont aucune confiance en Bayrou pour la mener. Ce dernier prépare le terrain en jouant à l'homme d'État responsable qui assume l'impopularité ! Il n'a guère le choix mais il nous invite à préparer le nôtre, à discuter nos réponses à leurs attaques, nos revendications, à organiser dans tous nos syndicats, nos collectifs et AG, sur les lieux de travail et dans les quartiers, des initiatives pour avertir, préparer, nous coordonner autour des revendications et exigences qui nous rassemblent, les intérêts de classe du monde du travail sans rien attendre du dialogue avec nos ennemi et autres duperies.

Galia Trépère

Canicule, réchauffement climatique et surchauffe des profits, la société dans la fournaise du capitalisme

La France vient de connaître son mois de juin le plus chaud avec celui de 2023 et, de mardi à mercredi, une des nuits les plus chaudes depuis le début des mesures en 1900, apogée d'un « *épisode caniculaire* » survenu après une première vague de chaleur depuis le 19 juin, épisode particulièrement précoce qui vient démontrer aux sceptiques que le réchauffement climatique est bien réel et impacte les conditions de vie et de travail. La canicule a atteint toute l'Europe, principalement l'Espagne, le Portugal, l'Italie avec des records de température dans les grandes villes. Le réchauffement de la température de l'eau de l'océan et des mers y joue un rôle important. Dans certaines zones de la Méditerranée cette hausse dépasserait de 5 degrés les températures saisonnières.

Une telle précocité et une telle extension géographique, « *c'est du jamais vu* », reconnaît la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher dont le gouvernement a abdicqué même formellement de ses velléités de lutte contre le réchauffement climatique qui exigerait qu'il soit capable et veuille remettre en cause le système qu'il sert. Tout au plus prétend-t-il y adapter la société, tenter d'en atténuer les effets les plus brutaux qui frappent plus directement les plus démunis et les plus fragiles. En fait, il n'anticipe rien et n'a d'autre politique que de faire la morale façon Macron, « *Occupons-nous les uns des autres* » ou, plus brutal, façon Retailleau, « *Arrêtons de tout demander à l'Etat. [...] L'État prend ses responsabilités, mais on est une société, on est une communauté nationale. Je*

veux rappeler que la responsabilité, c'est important. Il faut prendre soin les uns des autres. » La carence de l'État est patente, il n'est pas plus capable d'anticiper pour protéger la population face à la canicule que de lutter contre la catastrophe écologique en cours dont l'oligarchie financière qu'il sert porte la responsabilité.

La fuite en avant productiviste du capital accentue l'urgence climatique

La canicule qui submerge l'Europe n'est pas une surprise pour les spécialistes. Alors que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur notre planète, cette vague de chaleur est l'expression de l'intensification du dérèglement climatique qui augmente à « *un rythme sans précédent*. » Une étude récente rappelle que ses effets ne font que commencer, des scientifiques du monde entier y lancent un cri d'alarme : le seuil limite d'une hausse de 1,5°C, l'objectif de l'accord de Paris sur le climat, est dépassé pour la première fois et serait désormais hors de portée.

Les mécanismes en jeu, les causes en ont été largement décrites ainsi que l'expliquait le Directeur de recherche en climatologie au CNRS, Davide Faranda, pour *Mediapart*¹, parlant d'un « *épisode exceptionnel lié à nos émissions de gaz à effet de serre qui est remarquable par sa durée, sa précocité mais aussi par sa portée géographique*. » Et la crise climatique ne peut que s'accélérer tant qu'il n'est pas apporté de réponse à ces émissions excessives de gaz à effets de serre avec ses diverses manifestations : des vagues de chaleur plus intenses, des sécheresses plus sévères, des précipitations et des orages plus extrêmes, des inondations comme dans le Texas, des incendies comme actuellement dans le Sud de la France ou en Californie, des tempêtes destructrices et la menace de submersion côtière.

Cette accélération est le produit de la fuite en avant des milliardaires et des États qui dirigent le monde. Alors que se concentrent entre les mains d'une oligarchie financière mondiale de plus en plus de richesses au détriment de l'ensemble de la société et au prix de l'aggravation des inégalités, cette dernière ne peut continuer d'accumuler du capital, sa seule raison d'être, qu'en surexploitant les hommes et la nature à travers une organisation absurde de la production et des échanges internationaux basée sur la course à la rentabilité.

La politique des USA et de Trump est l'illustration la plus cynique de cette indifférence criminelle au sort de l'humanité et de la planète dont le slogan « *Drill, baby, drill* » est devenu le symbole provoquant et agressif après le retrait de Washington des accords de Paris sur le climat, son refus de limiter la liberté des États-Unis à développer leur économie, en particulier dans l'exploitation de leurs ressources naturelles en combustibles fossiles – charbon, pétrole et gaz.

Le gouvernement français n'est pas en reste. La réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays a ralenti en 2024 et devrait encore ralentir en 2025. À ce décrochage s'ajoute la remise en cause de mesures environnementales : remise en cause de MaPrimeRenov', tentative d'imposer un moratoire sur les énergies renouvelables, vote de la loi « Duplomb » qui comporte de nombreux reculs écologiques au profit de l'agrobusiness... Ces « *reculs* » ont été dénoncés, jeudi, par le très institutionnel Haut Conseil pour le climat (HCC) qui appelle à « *un sursaut collectif pour relancer l'action climatique, avec un cadre d'action publique clair, des actions structurelles, une gouvernance solide et des cibles bien définies*. » Mais ce « *cadre d'action publique claire* » est tout simplement incompatible avec les lois du marché capitaliste auxquelles sont soumis les États.

La dernière COP 29, à Bakou en Azerbaïdjan, a été l'illustration de cette fuite en avant, après moi le déluge, des puissances capitalistes, une conférence de l'ONU qui a été comme l'année dernière à Dubaï et l'année précédente à Charm-el-Cheikh surtout l'occasion de signatures de nouveaux contrats dans les domaines du gaz et du pétrole...

Pas de politique d'anticipation, de prévention et de protection sans remettre en cause la concurrence et la course au profit

Dès 2021, le Haut Conseil pour le climat alertait sur le fait que les deux tiers de la population française étaient déjà « *fortement ou très fortement* » exposés au risque climatique. Paris est considérée comme la capitale européenne au risque de surmortalité le plus élevé en cas de vague de chaleur. Dans son sixième rapport annuel publié en juin 2024, il prévenait que les inégalités d'exposition face au dérèglement du climat « *risquent de s'aggraver* », notamment pour les enfants et les ménages les plus précaires.

Le 10 mars dernier, Agnès Pannier-Runacher a présenté le troisième plan national d'adaptation au changement climatique (Pnacc), une feuille de route pour adapter la France à + 4°C d'ici à la fin du siècle. Toutefois, les limites de ce Pnacc sont tels que le même Haut Conseil pour le climat dénonçait des mesures qui « *ne garantissent pas la capacité à protéger les personnes* ». Le pouvoir est tout à fait averti et conscient mais il est incapable non seulement de défendre une politique pour enrayer le réchauffement climatique mais de mettre en place ne serait que des mesures immédiates pour protéger les conditions de vie et de travail de la population ou même des plus fragiles.

Un tiers des logements sont considérés comme des passoires thermiques qui deviennent des « *bouillottes thermiques* », « *En hiver, on gèle ; en été, on crève de chaud* ». L'Éducation Nationale est paralysée, impuissante à assurer des conditions d'accueil et de travail des élèves et des enseignants alors que la majorité des 45 000 écoles que compte le pays sont des passoires thermiques, ce qui n'a nullement empêché le gouvernement de réduire de moitié cette année les crédits destinés à leur rénovation. A la

¹ <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/300625/en-plein-retour-de-baton-ecologique-la-france-suffoque-sous-la-chaleur>

moindre surcharge de travail, les hôpitaux craquent, les services d'urgence sont dépassés, et délibérément le gouvernement, au mépris de ses engagements, contribue à la dégradation de la situation au nom des impératifs budgétaires. En région parisienne et dans les grandes villes, les conditions de transports pour les passagers comme pour les chauffeurs sont le plus souvent insupportables. Dans les prisons qui connaissent une surpopulation moyenne de 135 % voire de 200 % dans 22 établissements, la canicule devient infernale et explosive.

Retailleau a d'une certaine façon raison, les travailleurs n'ont rien à attendre de l'État, c'est vrai, nous n'aurons rien sans l'imposer. Nous sommes les mieux placés pour décider des mesures à prendre sur les lieux de travail, les quartiers, les écoles pour les imposer tant aux patrons, aux préfets, aux municipalités qu'au pouvoir.

Imposons nos droits et défendons notre santé et des conditions de travail et de vie dignes

Depuis des années, la question du réchauffement climatique et de son impact sur les conditions de travail est ignorée de la législation conduisant à une dégradation globale des conditions de travail avec, à la clé, des conséquences qui peuvent être graves sur la santé des salarié·es. Le Code du travail ne fixe par exemple aucune température maximale au-delà de laquelle il serait interdit de travailler, malgré les risques avérés pour la santé et malgré les préconisations de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) de mesures de prévention dès 30°C pour les activités sédentaires et 28°C pour les travaux physiques.

Pourtant, la chaleur représente un danger mortel. L'Agence Nationale de Santé Publique (ANSP) rapporte que depuis 2018, 48 décès liés à la chaleur ont été enregistrés sur le lieu de travail, un chiffre qu'elle estime « *largement sous-estimé* ». En 2024, 11 accidents graves, dont 7 mortels, ont été liés à la chaleur, selon une note de Santé publique France, publiée en mars et qui s'appuie en partie sur les données de la Direction générale du Travail. Deux morts au travail ont eu lieu ces derniers jours.

Catherine Vautrin, ministre du Travail, de la Santé, de la Solidarité et des Familles, Astrid Panosyan-Bouvet, ministre chargée du Travail et de l'Emploi, Agnès Pannier-Runacher, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, dans le cadre du Plan santé du travail (PST), du Plan de prévention des accidents du travail graves et mortels (PATGM) et du Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), ont été contraintes de signer un décret relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur.

Ce décret du 1^{er} juillet confie aux employeurs la responsabilité d'« *évaluer les risques liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense, en intérieur et extérieur* ». Les mesures à prendre seront déterminées par les « *alertes* » émises par Météo France.

Le décret se limite à des recommandations sans obligations concrètes ni contraintes. Il ne définit pas de seuils chiffrés pour la « *chaleur intense* », ni de « *température corporelle adaptée* », et encore moins d'« *indices physiologiques selon l'âge et la santé* ». La seule mesure imposée est la mise à disposition de « *trois litres d'eau potable et fraîche* » pour les salariés !

Sur les lieux de travail aussi la réponse à l'incurie du pouvoir est entre les mains des salariés pour établir et imposer un contrôle sur leurs conditions de travail. De la même façon que cela s'était fait durant le Covid, c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Contre la logique destructrice de l'exploitation et de la course au profit, changer de mode de production pour planifier l'économie

La lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences n'est pas une affaire d'experts, conseillers du pouvoir soumis au capital, ou de clim ! La lutte contre le réchauffement climatique est notre affaire, c'est notre lutte pour vivre et travailler dans des conditions dignes, respectant l'environnement en refusant d'être parqués dans des villes de béton ou dans des lieux de travail inadaptés. C'est refuser d'abdiquer de notre droit à décider devant une oligarchie de milliardaires qui détruisent la planète et nos vies, obsédée par la rentabilité financière, la concurrence, l'accumulation sans limite de richesses, une oligarchie de parasites prédateurs. L'ONG Oxfam dresse le constat accablant d'écarts de richesse abyssaux en hausse. Alors que près de la moitié de la population mondiale - plus de 3,7 milliards de personnes - vit dans la pauvreté, les 3000 milliardaires de la planète ont gagné 342 000 milliards de dollars au cours des dix dernières années, soit l'équivalent de 14,6 % du PIB mondial.

Cette nouvelle aristocratie financière ne supporte aucune limitation à son pouvoir et à son parasitisme, à la liberté du capital, à la guerre commerciale et économique qu'elle se livre avec en corollaire les guerres et le militarisme, le nationalisme et le protectionnisme, la menace d'une crise financière mondiale.

La catastrophe est déjà en cours et donne lieu à de nombreux événements climatiques extrêmes bien pires pour les pays les plus pauvres que ce que nous devons affronter. Elle provoque des mobilisations, des révoltes, des soulèvements à travers lesquels les exigences de la vie quotidienne se combinent à la préservation des conditions de vie sur la planète. Un combat qui ne peut avoir de frontières et qui est indissociable de la lutte contre la guerre économique, sociale et militaire, pour converger vers la nécessité de réorganiser la façon dont les hommes produisent et échangent ce dont ils ont besoin pour vivre, substituer à la propriété privée capitaliste, au marché et à la concurrence, la coopération collective et la planification mondialisée.

Yvan Lemaitre